

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets 1^{er} janvier 1999.
Toutefois, les articles 3 à 5 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 1998.

Art. 7. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.
Evenwel, hebben de artikelen 3 tot 5 uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

Art. 7. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

F. 99 — 226

[C - 99/03013]

10 JANVIER 1999. — Arrêté royal approuvant la modification des statuts de la Banque Nationale de Belgique

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 août 1939 relative à la Banque Nationale de Belgique, notamment l'article 35, alinéas 1^{er} et 3;

Vu la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, notamment l'article 38, points 3, 4 et 6;

Vu l'arrêté royal du 26 octobre 1998 pris en exécution de l'article 38, points 3, 4 et 6 de la loi du 22 février 1998 précitée;

Vu l'expédition d'un procès-verbal authentique du 23 décembre 1998, dressé par le notaire Luc Possoz, à Bruxelles, des délibérations et décisions du Conseil général de la Banque Nationale de Belgique, société anonyme, modifiant les statuts de la Banque;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est approuvé le remplacement des statuts de la Banque Nationale de Belgique, décidé par le Conseil général de la Banque du 23 décembre 1998, par les dispositions suivantes :

CHAPITRE I^{er}. — *Constitution*

« *Section Ire.* — Dénomination, règles applicables et sièges.

Article 1^{er}. La Banque Nationale de Belgique, ci-après dénommée la Banque, en néerlandais « Nationale Bank van België », en allemand « Belgische Nationalbank », instituée par la loi du 5 mai 1850, fait partie intégrante du Système européen de banques centrales, ci-après dénommé SEBC, dont les statuts ont été fixés par le Protocole y relatif annexé au Traité instituant la Communauté européenne.

En outre, la Banque est régie par la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, par les présents statuts et, à titre supplétif, par les dispositions sur les sociétés anonymes.

Art. 2. Le siège social de la Banque est fixé à Bruxelles, boulevard de Berlaimont, numéro 5.

La Banque établit des sièges d'activité dans les localités du territoire de la Belgique où le besoin en est constaté.

Section II. — Capital social et droits afférents aux actions

Art. 3. Le capital social de la Banque, d'un montant de quatre cents millions de francs, est représenté par quatre cent mille actions, dont deux cent mille, nominatives et incessibles, souscrites par l'Etat belge, et deux cent mille en nom ou au porteur. Le capital social est entièrement libéré.

Les signatures à apposer sur les actions peuvent l'être au moyen d'une griffe.

Art. 4. Chaque action donne droit à une part proportionnelle et égale dans la propriété de l'avoir social et dans le partage des bénéfices.

Art. 5. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre, dans quelque main qu'il passe.

L'action est indivisible à l'égard de la Banque; celle-ci ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.

N. 99 — 226

[C - 99/03013]

10 JANUARI 1999. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van de wijziging van de statuten van de Nationale Bank van België

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 augustus 1939 op de Nationale Bank van België, inzonderheid artikel 35, leden 1 en 3;

Gelet op de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, inzonderheid artikel 38, punten 3, 4 en 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 oktober 1998 ter uitvoering van artikel 38, punten 3, 4 en 6 van bedoelde wet van 22 februari 1998;

Gelet op de uitgifte van een proces-verbaal in authentieke vorm van 23 december 1998, opgemaakt door notaris Luc Possoz, te Brussel, van de beraadslagingen en besluiten van de Algemene Raad van de Nationale Bank van België, naamloze vennootschap, houdende wijziging van de statuten van de Bank;

Op voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Wordt goedgekeurd de door de Algemene Raad van de Bank op 23 december 1998 besliste vervanging van de statuten van de Bank door de volgende bepalingen :

HOOFDSTUK I. — *Oprichting*

Afdeling I. — Benaming, toepasselijke regels en vestigingen

Artikel 1. De Nationale Bank van België, hierna de Bank genoemd, in het Frans « Banque Nationale de Belgique », in het Duits « Belgische Nationalbank », ingesteld bij de wet van 5 mei 1850, maakt integrerend deel uit van het Europees Stelsel van Centrale Banken, hierna ESCB genoemd, waarvan de statuten werden vastgelegd in het desbetreffend Protocol gehecht aan het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap.

Daarenboven gelden voor de Bank de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, deze statuten en, aanvullend, de bepalingen betreffende de naamloze vennootschappen.

Art. 2. De maatschappelijke zetel van de Bank is gevestigd te Brussel, de Berlaimontlaan, nummer 5.

De Bank richt vestigingen op in de plaatsen van het Belgische grondgebied waarvan de noodwendigheid ervan wordt vastgesteld.

Afdeling II. — Maatschappelijk kapitaal en rechten verbonden aan de aandelen

Art. 3. Het maatschappelijk kapitaal van de Bank, dat vierhonderd miljoen frank bedraagt, is vertegenwoordigd door vierhonderdduizend aandelen, waarvan tweehonderdduizend aandelen die nominatief en onoverdraagbaar zijn, door de Belgische Staat zijn ingetekend en tweehonderdduizend aandelen op naam of aan toonder. Het maatschappelijk kapitaal is volledig afgelost.

De handtekeningen mogen op de aandelen worden aangebracht door middel van een naamstempel.

Art. 4. Elk aandeel geeft recht op een evenredig en gelijk deel in de eigendom van het maatschappelijk vermogen en in de verdeling van de winsten.

Art. 5. De rechten en verplichtingen, die aan de aandelen verbonden zijn, volgen de titel gelijk in welke handen hij overgaat.

Tegenover de Bank is het aandeel onverdeelbaar; zij erkent slechts één enkele eigenaar per aandeel.

S'il y a plusieurs intéressés pour une action, la Banque pourra suspendre l'exercice des droits afférents au titre jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme propriétaire à son égard.

Art. 6. La possession d'une action emporte adhésion aux statuts sociaux et aux décisions régulièrement prises par l'assemblée générale.

Art. 7. Les actionnaires, leurs héritiers ou créanciers ne peuvent ni provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Banque, ni demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

Art. 8. Sauf celles appartenant à l'Etat, les actions peuvent être converties en nom ou au porteur, sans frais, au gré du propriétaire.

Art. 9. La propriété de l'action nominative s'établit par l'inscription sur les registres de la Banque.

L'inscrit reçoit un certificat qui ne forme pas titre transmissible.

Art. 10. Les actionnaires ne sont passibles que de la perte du montant de leur intérêt dans la Banque.

Section III. — Dissolution

Art. 11. La Banque sera dissoute de plein droit si les pertes constatées au bilan dépassent la moitié du capital social.

Dans tout autre cas, la dissolution ne peut avoir lieu que du consentement du Gouvernement et sur la décision prise à la majorité des trois quarts des actionnaires, réunis en assemblée générale et possédant au moins la moitié des actions.

Dans le cas de dissolution, l'assemblée nommera les liquidateurs et réglera leurs pouvoirs, ainsi que le mode de procéder, conformément au droit commun.

CHAPITRE II. — Objectifs, missions et opérations

Section Ire. — Objectifs et interdiction de financement monétaire.

Art. 12. La Banque participe à la réalisation des objectifs du SEBC, qui sont :

- à titre principal, de maintenir la stabilité des prix;
- sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix, de soutenir les politiques économiques générales dans la Communauté européenne en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de la Communauté, tels que définis à l'article 2 du Traité instituant la Communauté européenne.

Pour la réalisation de ces objectifs, la Banque agit dans le respect des principes fixés à l'article 3A du Traité instituant la Communauté européenne.

Art. 13. Il est interdit à la Banque d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté européenne, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des Etats membres de la Communauté européenne; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la Banque, des instruments de leur dette est également interdite.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux établissements publics de crédit qui, dans le cadre de la mise à disposition de liquidités par la Banque, bénéficient, de la part de celle-ci, du même traitement que les établissements privés de crédit.

Section II. — Missions et opérations relevant du SEBC

Art. 14. La Banque participe aux missions fondamentales relevant du SEBC qui consistent à :

- définir et mettre en œuvre la politique monétaire de la Communauté européenne;
- conduire les opérations de change conformément à l'article 109 du Traité instituant la Communauté européenne;
- détenir et gérer les réserves officielles de change des Etats membres de l'Union;
- promouvoir le bon fonctionnement des systèmes de paiement.

In geval van meerdere belanghebbenden voor één aandeel mag de Bank de uitoefening van de rechten aan de titel verbonden schorsen totdat tegenover haar één persoon als eigenaar van de titel zal aangewezen zijn.

Art. 6. Het bezit van een aandeel brengt de verplichting mede de statuten van de vennootschap en de regelmatig door de algemene vergadering genomen beslissingen bij te treden.

Art. 7. De aandeelhouders, hun erfgenamen of hun schuldeisers mogen noch de zegels doen leggen op de goederen en waarden van de Bank, noch de verdeling of de veiling vragen, noch zich in haar beheer mengen.

Voor de uitoefening van hun rechten moeten zij zich houden aan de inventarissen der vennootschap en aan de besluiten van de algemene vergadering.

Art. 8. De aandelen, behoudens die welke aan de Staat toebehoren, kunnen naar goedvinden van de eigenaar, zonder kosten, omgezet worden op naam of aan toonder.

Art. 9. De eigendom van een aandeel op naam wordt vastgesteld door de inschrijving op de registers van de Bank.

De ingeschrevene ontvangt een bewijsschrift dat geen overdraagbare titel uitmaakt.

Art. 10. De aandeelhouders zijn niet verder aansprakelijk dan ten belope van hun belang bij de Bank.

Afdeling III. — Ontbinding

Art. 11. De Bank zal van rechtswege ontbonden worden indien de in de balans vastgestelde verliezen de helft van het maatschappelijk kapitaal overtreffen.

In elk ander geval, kan de ontbinding niet plaatshebben dan met de toestemming van de Regering en op beslissing met de meerderheid van de drie vierden der stemmen van de aandeelhouders, in algemene vergadering verenigd en ten minste de helft der aandelen bezittend.

In geval van ontbinding zal de vergadering de vereffenaars benoemen en hun bevoegdheid zomede hun werkwijze regelen, overeenkomstig het gemeen recht.

HOOFDSTUK II. — Doelstellingen, taken en verrichtingen

Afdeling I. — Doelstellingen en verbod van monetaire financiering.

Art. 12. De Bank neemt deel aan de verwezenlijking van de doelstellingen van het ESCB, die bestaan :

- in eerste orde, in het handhaven van de prijsstabiliteit;
- onverminderd het doel van de prijsstabiliteit, in het ondersteunen van het algemene economische beleid van de Europese Gemeenschap teneinde bij te dragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van de Gemeenschap, zoals ze zijn vastgesteld in artikel 2 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap.

Voor de verwezenlijking van deze doelstellingen, handelt de Bank met inachtneming van de beginselen die zijn neergelegd in artikel 3 A van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap.

Art. 13. Het verlenen van voorschotten in rekening-courant of ieder andere kredietfaciliteit bij de Bank ten behoeve van instellingen of organen van de Europese Gemeenschap, centrale overheden, regionale, lokale of andere overheden, andere publiekrechtelijke lichamen of openbare bedrijven van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap, alsmede het rechtstreeks van hen kopen door de Bank van schuldbewijzen, zijn verboden.

Het bepaalde in lid 1 is niet van toepassing op kredietinstellingen die in handen van de overheid zijn en waaraan de Bank, in het kader van haar liquiditeitsvoorziening dezelfde behandeling geeft als aan particuliere kredietinstellingen.

Afdeling II. — Taken en verrichtingen die van het ESCB afhangen

Art. 14. De Bank neemt deel aan de fundamentele taken die tot het ESCB behoren en die erin bestaan :

- het monetair beleid van de Europese Gemeenschap te bepalen en ten uitvoer te leggen;
- de valutamarktoperaties te verrichten in overeenstemming met de bepalingen van artikel 109 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap;
- de officiële externe reserves van de Lid-Staten van de Unie aan te houden en te beheren;
- een goede werking van het betalingsverkeer te bevorderen.

Art. 15. Dans l'accomplissement des missions visées à cette section, ni la Banque, ni un membre quelconque de ses organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes de la Communauté européenne, des gouvernements des États membres de la Communauté ou de tout autre organisme.

Art. 16. 1. Afin d'atteindre les objectifs du SEBC et d'accomplir ses missions, la Banque peut :

— intervenir sur les marchés de capitaux, soit en achetant et en vendant ferme (au comptant et à terme), soit en prenant et en mettant en pension (opérations de cession-rétrocession), soit en prêtant ou en empruntant des créances et des titres négociables, libellés en monnaies communautaires ou non communautaires, ainsi que des métaux précieux;

— effectuer des opérations de crédit avec des établissements de crédit et d'autres intervenants des marchés monétaire ou des capitaux sur la base d'une sûreté appropriée pour les prêts.

2. La Banque se conforme aux principes généraux des opérations d'open market et de crédit définis par la Banque centrale européenne, dénommée ci-après BCE, y compris quant à l'annonce des conditions dans lesquelles ces opérations sont pratiquées.

Art. 17. Dans les limites et selon les modalités définies par la BCE, la Banque peut en outre effectuer, notamment, les opérations suivantes :

1° émettre et racheter ses propres titres d'emprunts;

2° prendre en dépôt des titres et des métaux précieux, se charger de l'encaissement de titres et intervenir pour compte d'autrui dans les opérations sur valeurs mobilières, autres instruments financiers et métaux précieux;

3° effectuer des opérations sur des instruments sur taux d'intérêt;

4° effectuer des opérations sur des monnaies étrangères, sur or ou autres métaux précieux;

5° effectuer des opérations en vue du placement et de la gestion financière de ses avoirs en monnaies étrangères et en d'autres éléments de réserves externes;

6° obtenir du crédit à l'étranger et à cette fin consentir des garanties;

7° effectuer des opérations relevant de la coopération monétaire européenne ou internationale.

Art. 18. Sur habilitation de la BCE, la Banque émet des billets en euro destinés à circuler comme moyen de paiement ayant cours légal sur le territoire des États participant à la troisième phase de l'Union monétaire.

La Banque se conforme, en ce qui concerne l'émission et la présentation des billets de banque, aux normes édictées par la BCE.

Art. 19. La Banque veille au bon fonctionnement des systèmes de compensation et de paiements et elle s'assure de leur efficacité et de leur solidité.

Elle peut faire toutes opérations ou accorder des facilités à ces fins.

Elle pourvoit à l'application des règlements arrêtés par la BCE en vue d'assurer l'efficacité et la solidité des systèmes de compensation et de paiements au sein de la Communauté européenne et avec les États tiers.

Art. 20. Sans préjudice des compétences des institutions et organes des Communautés européennes, la Banque exécute les accords de coopération monétaire internationale liant la Belgique, conformément aux modalités déterminées par des conventions conclues entre le Ministre des Finances et la Banque. Elle fournit et reçoit les moyens de paiement et les crédits requis pour l'exécution de ces accords.

L'État garantit la Banque contre toute perte et garantit le remboursement de tout crédit accordé par la Banque par suite de l'exécution d'accords ou par suite de sa participation à des accords ou à des opérations de coopération monétaire internationale auxquels, moyennant approbation décidée en Conseil des Ministres, la Banque est partie.

Section III. — Missions ne relevant pas du SEBC

Art. 21. La Banque peut, aux conditions déterminées par ou en vertu de la loi et sous réserve de leur compatibilité avec les missions relevant du SEBC, être chargée de l'exécution de missions d'intérêt public.

Art. 22. La Banque fait le service du Caissier de l'État aux conditions déterminées par la loi.

Art. 15. Bij de vervulling van de opdrachten waarvan sprake in deze afdeling, mag noch de Bank noch enig lid van haar besluitvormende organen instructies vragen of aanvaarden van instellingen of organen van de Europese Gemeenschap, van regeringen van Lid-Staten van de Gemeenschap of van enig ander orgaan.

Art. 16. 1. Om de doelstellingen van het ESCB te verwezenlijken en de taken ervan te vervullen, mag de Bank :

— op de kapitaalmarkten opereren, hetzij door vast aan te kopen en te verkopen (contant of op termijn), hetzij door in het kader van stallingsoperaties op te nemen of te geven (cessie-retrocessie verrichtingen), hetzij door schuldvorderingen en verhandelbare effecten, uitgedrukt in communautaire of niet communautaire munten, alsook edele metalen te lenen of te ontlenen;

— krediettransacties verrichten met kredietinstellingen en andere geld- of kapitaalmarktpartijen waarbij de verleende kredieten worden gedekt door een toereikende zekerheid.

2. De Bank schikt zich naar de algemene grondslagen aangaande de open markt- en krediettransacties vastgesteld door de Europese Centrale Bank, hierna ECB genoemd, erin begrepen die voor de aankondiging van de voorwaarden waaronder deze transacties worden verricht.

Art. 17. Binnen de perken en volgens de nadere regels vastgesteld door de ECB, mag de Bank daarenboven, onder andere, onderstaande transacties verrichten :

1° haar eigen schuldbewijzen uitgeven en inkopen;

2° effecten en edele metalen in bewaring nemen, zich belasten met het incasso van effecten en voor rekening van derden bemiddelen bij transacties in effecten, andere financiële instrumenten en edele metalen;

3° transacties met rente-instrumenten verrichten;

4° valuta- of goud- of andere edele metalentransacties verrichten;

5° transacties verrichten met het oog op het beleggen en het financiële beheer van haar tegoeden in vreemde valuta's en in andere externe reservebestanddelen;

6° in het buitenland krediet opnemen en daartoe garanties verlenen;

7° transacties in het kader van de Europese of de internationale monetaire samenwerking uitvoeren.

Art. 18. Mits machtiging van de ECB, geeft de Bank biljetten in euro uit die bestemd zijn om te circuleren als betaalmiddel met wettelijke betaalkracht op het grondgebied van de Staten die deelnemen aan de derde fase van de monetaire Unie.

De Bank schikt zich, wat de uitgifte en de voorstelling van de bankbiljetten betreft, naar de normen uitgevaardigd door de ECB.

Art. 19. De Bank waakt over de goede werking van de verrekenings- en betalingssystemen en ze vergewist zich van hun doelmatigheid en deugdelijkheid.

Ze mag met dit doel alle verrichtingen doen en faciliteiten ter beschikking stellen.

Ze gaat over tot de toepassing van de verordeningen vastgelegd door de ECB ter verzekering van doelmatige en deugdelijke verrekenings- en betalingssystemen binnen de Europese Gemeenschap en met andere landen.

Art. 20. Zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden van de instellingen en organen van de Europese Gemeenschappen, voert de Bank de akkoorden van internationale monetaire samenwerking uit die België heeft onderschreven, conform de nadere regels vastgelegd bij overeenkomsten gesloten tussen de Minister van Financiën en de Bank. Ze levert en ontvangt de betaalmiddelen en kredieten die vereist zijn voor de uitvoering der akkoorden.

De Staat waarborgt de Bank tegen ieder verlies en waarborgt de terugbetaling van ieder krediet dat de Bank verleend heeft ingevolge de uitvoering van akkoorden of ingevolge haar deelname aan akkoorden of verrichtingen van internationale monetaire samenwerking, waarbij de Bank, mits een in Ministerraad besliste goedkeuring, partij is.

Afdeling III. — Taken die niet van het ESCB afhangen

Art. 21. De Bank mag, onder de voorwaarden door of krachtens de wet bepaald en onder voorbehoud van hun verenigbaarheid met de taken die van het ESCB afhangen, belast worden met opdrachten van algemeen belang.

Art. 22. De Bank neemt, onder de voorwaarden door de wet bepaald, de dienst van de Rijkskassier waar.

Elle est, à l'exclusion de tout autre organisme belge ou étranger, chargée de la conversion en euros des monnaies d'Etats non participants à l'union monétaire ou d'Etats tiers à la Communauté européenne empruntées par l'Etat.

La Banque est informée de tous les projets d'emprunts en devises de l'Etat, des Communautés et des Régions. A la demande de la Banque, le Ministre des Finances et la Banque se concertent chaque fois que celle-ci estime que ces emprunts risquent de nuire à l'efficacité de la politique monétaire ou de change. Les modalités de cette information et de cette concertation sont arrêtées dans une convention à conclure entre le Ministre des Finances et la Banque, sous réserve de l'approbation de cette convention par la BCE.

Art. 23. La Banque peut en outre être chargée de la collecte d'informations statistiques ou de la coopération internationale afférentes à toute mission visée à l'article 21.

Art. 24. La Banque peut exécuter toutes les opérations et prêter tous les services qui sont l'accessoire ou le prolongement des missions visées à l'article 21.

Art. 25. La Banque peut confier l'exécution de missions ne relevant pas du SEBC dont elle est chargée ou dont elle prend l'initiative, à une ou plusieurs entités juridiques distinctes spécialement constituées à cet effet et contrôlées par la Banque; la direction en est assurée par un ou plusieurs membres du Comité de direction.

L'autorisation préalable du Roi, sur proposition du ministre compétent, est requise si la mission a été confiée par la loi à la Banque.

Art. 26. Les entités juridiques visées à l'article 25 sont soumises au contrôle de la Cour des comptes.

CHAPITRE III. — *Organes*

Section Ire. — Composition et compétences

Art. 27. Les organes de la Banque sont le gouverneur, le Comité de direction, le Conseil de régence et le Collège des censeurs, sans préjudice du chapitre VIII.

Art. 28. 1. Le gouverneur dirige la Banque; il préside le Comité de direction et le Conseil de régence. Il fait exécuter leurs décisions.

Il est tenu de résider à Bruxelles.

2. Il est remplacé, en cas d'empêchement, par le vice-gouverneur, sans préjudice de l'application de l'article 10.2 des statuts du SEBC.

3. Il présente à l'assemblée générale le rapport annuel sur les opérations et les comptes approuvés par le Conseil de régence.

4 Il représente la Banque en justice.

5. Le gouverneur transmet aux présidents de la Chambre des représentants et du Sénat le rapport annuel visé à l'article 109 B (3) du traité instituant la Communauté européenne. Le gouverneur peut être entendu par les commissions compétentes de la Chambre des représentants et du Sénat, à la demande de ces commissions ou de sa propre initiative.

6. Le gouverneur ne peut pas, pendant la durée de ses fonctions, toucher de pension à charge de l'Etat.

Art. 29. 1. Le Comité de direction est composé, outre le gouverneur qui le préside, de cinq directeurs au moins et de sept au plus, dont l'un porte le titre de vice-gouverneur, que le Roi lui confère. Le Comité de direction compte autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise, le gouverneur éventuellement excepté.

Les membres du Comité de direction doivent être Belges de naissance.

2. Le Comité assure l'administration et la gestion de la Banque et détermine l'orientation de sa politique.

Il nomme et révoque les membres du personnel, fixe leur traitement et la répartition de la part bénéficiaire attribuée au personnel ou à des institutions en sa faveur.

Il a le droit de transiger et de compromettre.

3. Il exerce le pouvoir réglementaire dans les cas prévus par la loi.

4. Il décide du placement du capital, des réserves et comptes d'amortissement après consultation du Conseil de régence et sans préjudice des règles déterminées par la BCE.

Ze is, met uitsluiting van iedere andere Belgische of buitenlandse instelling, belast met de omzetting in euro's van de door de Staat geleende valuta's van Staten die niet deelnemen aan de monetaire Unie of van voor de Europese Gemeenschap derde-Staten.

De Bank wordt in kennis gesteld van alle voorgenomen deviezenleningen van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten. Op verzoek van de Bank plegen de Minister van Financiën en de Bank overleg telkens wanneer deze laatste oordeelt dat die leningen de doeltreffendheid van het monetaire of het wisselbeleid in het gedrang dreigen te brengen. De nadere regelen voor die kennisgeving en dat overleg worden vastgelegd in een tussen de Minister van Financiën en de Bank te sluiten overeenkomst, onder voorbehoud van goedkeuring van deze overeenkomst door de ECB.

Art. 23. De Bank mag daarenboven belast worden met de inzameling van statistische gegevens of met de internationale samenwerking die verband houden met iedere taak bedoeld in artikel 21.

Art. 24. De Bank mag alle operaties verrichten en alle diensten verlenen die toekomstig zijn of aansluiten bij de opdrachten die worden bedoeld in artikel 21.

Art. 25. De Bank mag de uitvoering van opdrachten die niet behoren tot het ESCB, waarmede ze is belast of voor dewelke zij het initiatief neemt, toevertrouwen aan één of verscheidene onderscheiden juridische entiteiten die daarvoor speciaal worden opgericht en door de Bank gecontroleerd zijn; de leiding ervan wordt verzekerd door één of verscheidene leden van het Directiecomité.

De voorafgaandelijke toelating van de Koning, op voorstel van de bevoegde minister, is vereist indien de opdracht bij wet aan de Bank wordt toevertrouwd.

Art. 26. De juridische entiteiten bedoeld in artikel 25 zijn onderworpen aan de controle van het Rekenhof.

HOOFDSTUK III. — *Organen*

Afdeling I. — Samenstelling en bevoegdheden

Art. 27. De organen van de Bank bestaan uit de gouverneur, het Directiecomité, de Regentenraad en het College van Censoren, onverminderd hoofdstuk VIII.

Art. 28. 1. De gouverneur staat in voor de leiding van de Bank; hij zit het Directiecomité en de Regentenraad voor. Hij doet hun beslissingen ten uitvoer brengen.

Hij moet in Brussel verblijven.

2. In geval van belet wordt hij vervangen door de vice-gouverneur, onverminderd de toepassing van artikel 10.2 van de statuten van het ESCB.

3. Hij legt aan de algemene vergadering het jaarlijks verslag voor over de verrichtingen en de rekeningen die door de Regentenraad zijn goedgekeurd.

4. Hij vertegenwoordigt de Bank in rechte.

5. De gouverneur zendt aan de voorzitters van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat het jaarverslag toe bedoeld in artikel 190 B (3) van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap. De gouverneur kan door de bevoegde commissies van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat worden gehoord, op verzoek van die commissies of op zijn eigen initiatief.

6. De gouverneur mag tijdens de duur van zijn ambt geen pensioen ten laste van de Staat trekken.

Art. 29. 1. Het Directiecomité bevat, benevens de gouverneur die hem voorziet, ten minste vijf directeurs en ten hoogste zeven, waarvan er één de titel van vice-gouverneur draagt die de Koning hem toekent. Het Directiecomité bestaat uit evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden, de gouverneur eventueel uitgezonderd.

De leden van het Directiecomité moeten Belg zijn van geboorte.

2. Het Comité bestuurt en beheert de Bank en bepaalt de koers van het beleid ervan.

Het benoemt en stelt de personeelsleden af, bepaalt hun wedde en de verdeling van het aandeel in de winst voor het personeel of de instellingen te zijnen voordele.

Het heeft het recht dadingen en compromissen aan te gaan.

3. Het beschikt over de reglementaire macht in de gevallen die door de wet zijn bepaald.

4. Het beslist over de plaatsing van het kapitaal, de reserves en de afschrijvingsrekeningen, na raadpleging van de Regentenraad en onverminderd de regels vastgelegd door de ECB.

5. Il statue sur toutes les affaires qui ne sont pas expressément réservées à un autre organe par la loi, les statuts ou le règlement d'ordre intérieur.

Art. 30. 1. Le Conseil de régence se compose du gouverneur, des directeurs et de dix régents. Il compte autant de régents d'expression française que d'expression néerlandaise.

Les membres du Conseil doivent être belges de naissance.

2. Le Conseil procède à des échanges de vues sur les questions générales relatives à la Banque, à la politique monétaire et à la situation économique du pays et de la Communauté européenne. Il prend tous les mois connaissance de la situation de l'institution.

3. Il arrête, sur la proposition du Comité de direction, le règlement d'ordre intérieur qui comporte les règles de base relatives au fonctionnement des organes de la Banque ainsi qu'à l'organisation des départements, services et sièges d'activité.

4. Il fait les propositions pour les nominations des agents du Caissier de l'Etat et fixe le montant de leur cautionnement.

5. Il approuve le rapport à présenter annuellement par le gouverneur à l'assemblée générale sur les opérations sociales.

6. Il peut déléguer spécialement certains des pouvoirs susmentionnés au Comité de direction.

7. Le Conseil fixe individuellement le traitement et la pension des membres du Comité de direction. Ces traitements et pensions ne peuvent comporter de participation dans les bénéfices et aucune rémunération quelconque ne peut y être ajoutée par la Banque, ni directement ni indirectement. La Banque pourvoit toutefois aux frais de logement et d'ameublement du gouverneur.

8. Le Conseil approuve le budget des dépenses ainsi que les comptes annuels présentés par le Comité de direction. Il règle définitivement la répartition des bénéfices proposée par le Comité.

9. Les régents reçoivent des jetons de présence et, s'il y a lieu, une indemnité de déplacement. Le montant de ces rémunérations est fixé par le Conseil de régence.

Art. 31. 1. Le Conseil de régence se réunit au moins une fois par semaine. Pendant les périodes de vacances les séances peuvent être espacées différemment, le nombre annuel de séances restant le même.

Le Conseil ne peut délibérer si la majorité de ses membres n'est pas présente.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

2. Il est tenu procès-verbal des délibérations du Conseil de régence.

Mention y est faite de la nature des affaires, de leur objet et, sommairement, des motifs des décisions.

Les minutes sont signées par tous les membres présents et par le secrétaire.

Art. 32. 1. Le Collège des censeurs se compose de dix membres. Il compte autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise.

Les membres du Collège doivent être belges de naissance.

Le Collège choisit dans son sein son président et son secrétaire.

2. Le Collège des censeurs a pour mission de surveiller la préparation et l'exécution du budget.

Les censeurs reçoivent une indemnité dont le montant est fixé par le Conseil de régence.

Art. 33. Le Collège des censeurs se réunit au moins une fois par mois.

Il ne peut prendre de décision si la majorité de ses membres n'est pas présente.

Les résolutions sont prises à la majorité des suffrages.

Section II. — Mode de désignation des membres des organes

Art. 34. 1. Le gouverneur est nommé par le Roi, pour un terme de cinq ans renouvelable. Il ne peut être relevé de ses fonctions par le Roi que s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou s'il a commis une faute grave. Il dispose à l'égard de cette décision du recours prévu à l'article 14.2 des statuts du ESCB.

5. Het spreekt zich uit over alle zaken die niet uitdrukkelijk door de wet, de statuten of het huishoudelijk reglement zijn voorbehouden aan een ander orgaan.

Art. 30. 1. De Regentenraad is samengesteld uit de gouverneur, de directeurs en tien regenten. Hij telt evenveel Nederlandstalige als Franstalige regenten.

De leden van de Raad moeten Belg zijn van geboorte.

2. De Raad wisselt van gedachten over de algemene kwesties met betrekking tot de Bank, het monetaire beleid en de economische toestand van het land en van de Europese Gemeenschap. Hij neemt iedere maand kennis van de toestand van de instelling.

3. Hij stelt, op voorstel van het Directiecomité, het huishoudelijk reglement vast dat de basisregels bevat inzake de werking van de organen van de Bank en de organisatie van de departementen, diensten en vestigingen.

4. Hij doet de voordracht voor de benoemingen van de agenten van de Rijkskassier en stelt het bedrag van hun borgtocht vast.

5. Hij keurt het jaarlijks verslag goed over de werkzaamheden van de Bank, door de gouverneur voor te leggen aan de algemene vergadering.

6. Hij kan door bijzondere lastgeving bepaalde van voornoemde machten aan het Directiecomité overdragen.

7. De Raad bepaalt afzonderlijk de wedde en het pensioen van de leden van het Directiecomité. Deze wedden en pensioenen mogen geen aandeel in de winsten omvatten en geen enkele vergoeding mag daaraan worden toegevoegd door de Bank, noch rechtstreeks noch onrechtstreeks. De Bank voorziet evenwel in de kosten van huisvesting en meubilering van de gouverneur.

8. De Raad keurt de begroting der uitgaven alsook de jaarrekeningen goed, die worden voorgelegd door het Directiecomité. Hij regelt definitief de verdeling der winsten die door het Comité wordt voorgesteld.

9. De regenten krijgen presentiegeld en, zo nodig, een vergoeding voor verplaatsingskosten. Het bedrag van deze vergoedingen wordt door de Regentenraad bepaald.

Art. 31. 1. De Regentenraad vergadert ten minste éénmaal in de week. Tijdens de vakantieperiode kunnen de zittingen oneven verschoven worden, met dien verstande dat het aantal jaarlijkse vergaderingen behouden blijft.

De Raad mag niet beraadslagen indien de meerderheid van zijn leden niet aanwezig is.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

2. Er wordt over de beraadslagingen van de Regentenraad proces-verbaal opgemaakt.

Daarin worden de aard van de zaken, het voorwerp en kortbondig de beweegredenen van de beslissingen vermeld.

De minuten worden door al de aanwezige leden alsook door de secretaris ondertekend.

Art. 32. 1. Het College van Censoren bestaat uit tien leden. Het telt evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden.

De leden van het College moeten Belg zijn van geboorte.

Het College kiest uit zijn schoot een voorzitter en een secretaris.

2. Het College van Censoren heeft tot opdracht toe te zien op de voorbereiding en de uitvoering van de begroting.

De Censoren ontvangen een vergoeding waarvan het bedrag wordt vastgesteld door de Regentenraad.

Art. 33. Het College van Censoren vergadert ten minste éénmaal per maand.

Het mag geen beslissing treffen indien de meerderheid van zijn leden niet aanwezig is.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen.

Afdeling II. — Wijze van aanduiding van de leden van de organen

Art. 34. 1. De gouverneur wordt door de Koning benoemd, voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar. Hij kan slechts door de Koning van zijn ambt ontheven worden indien hij niet meer aan de eisen voor de uitoefening van zijn ambt voldoet of op ernstige wijze is tekortgeschoten. Hij beschikt tegen zulke beslissing over een beroep bedoeld in artikel 14.2 van de statuten van het ESCB.

2. Les autres membres du Comité de direction sont nommés par le Roi, sur proposition du Conseil de régence, pour un terme de six ans renouvelable. Ils ne peuvent être relevés de leurs fonctions par le Roi que s'ils ne remplissent plus les conditions nécessaires à l'exercice de leurs fonctions ou s'ils ont commis une faute grave.

L'ordre de sortie des directeurs s'établira au fur et à mesure des vacances.

3. Dans le mois suivant leur entrée en fonction, le gouverneur doit justifier de la propriété de 50 actions nominatives et chacun des directeurs de 25 actions nominatives.

Ils ne peuvent aliéner ces actions ou les donner en gage avant l'expiration de leurs fonctions.

Art. 35. 1. Les régents sont élus pour un terme de trois ans par l'assemblée générale. Leur mandat est renouvelable.

Deux régents sont choisis sur proposition des organisations les plus représentatives des travailleurs.

Trois régents sont choisis sur proposition des organisations les plus représentatives de l'industrie et du commerce, de l'agriculture et des classes moyennes.

Cinq régents sont choisis sur proposition du Ministre des Finances.

Les modalités de présentation des candidats à ces mandats sont arrêtées par le Roi, après délibération en Conseil des Ministres.

2. Les fonctions des régents cessent après l'assemblée générale ordinaire. Ils sont rééligibles.

Les sorties ont lieu chaque année par séries, l'une de quatre membres, les deux autres de trois membres. L'ordre de sortie est fixé à l'origine par tirage au sort.

Le régent élu en remplacement d'un membre décédé ou démissionnaire, achève le terme de celui qu'il remplace.

Art. 36. 1. Les censeurs sont élus, pour un terme de trois ans, par l'Assemblée générale des actionnaires. Ils sont choisis parmi les personnalités spécialement compétentes en matière de contrôle. Leur mandat est renouvelable.

2. Les fonctions des censeurs cessent après l'assemblée générale ordinaire. Ils sont rééligibles.

Les sorties ont lieu tous les ans par séries, l'une de quatre membres, les deux autres de trois membres. L'ordre de sortie est fixé à l'origine par tirage au sort.

Le censeur élu en remplacement d'un membre décédé ou démissionnaire achève le terme de celui qu'il remplace.

Section III. — Incompatibilités

Art. 37. Les membres des Chambres législatives, du Parlement européen, des Conseils des communautés et des régions, les personnes qui ont la qualité de ministre ou de secrétaire d'Etat ou de membre d'un gouvernement de communauté ou de région et les membres des cabinets d'un membre du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement de communauté ou de région ne peuvent remplir les fonctions de gouverneur, vice-gouverneur, membre du Comité de direction, régent ou censeur. Ces dernières fonctions prennent fin de plein droit lorsque leur titulaire prête serment pour l'exercice des fonctions citées en premier lieu ou exerce de telles fonctions.

Art. 38. 1. Le gouverneur, le vice-gouverneur et les autres membres du Comité de direction ne peuvent exercer aucune fonction dans une société commerciale ou à forme commerciale ni dans un organisme public ayant une activité industrielle, commerciale ou financière. Ils peuvent toutefois, moyennant l'approbation du Ministre des Finances, exercer des fonctions :

1° dans des organismes financiers internationaux, institués conformément à des accords auxquels la Belgique est partie;

2° au Fonds des Rentes, au Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers, à l'Institut de Réescompte et de Garantie et à l'Office national du Ducroire;

3° dans les entités juridiques prévues à l'article 25.

Les interdictions prévues à l'alinéa 1^{er} subsistent pendant un an après la sortie de charge du gouverneur, du vice-gouverneur et des autres membres du Comité de direction; ce délai est porté à deux ans s'il s'agit d'une fonction dans un établissement de crédit.

2. Les régents ne peuvent pas exercer les fonctions de gérant, d'administrateur ou de directeur dans un établissement de crédit.

2. De andere leden van het Directiecomité worden door de Koning benoemd op de voordracht van de Regentenraad voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. Ze kunnen slechts door de Koning van hun ambt ontheven worden indien zij niet meer aan de eisen voor de uitoefening van hun ambt voldoen of op ernstige wijze zijn tekortgeschoten.

De volgorde van aftreding van de directeurs geschiedt naarmate er plaats openvallen.

3. In de maand volgend op hun ambtsaanvaarding moet de gouverneur bewijzen dat hij eigenaar is van 50 aandelen op naam en iedere directeur van 25 aandelen op naam.

Zij mogen deze aandelen niet vervreemden of in pand geven vóór het verstrijken van hun ambtsperiode.

Art. 35. 1. De regenten worden gekozen door de algemene vergadering voor een termijn van drie jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Twee regenten worden gekozen op de voordracht van de meest vooraanstaande werknemersorganisaties.

Drie regenten worden gekozen op de voordracht van de meest vooraanstaande organisaties van de nijverheid en de handel, van de landbouw en van de middenstand.

Vijf regenten worden gekozen op de voordracht van de Minister van Financiën.

De nadere regels voor de voordracht der kandidaten voor deze mandaten worden door de Koning vastgesteld, nadat de Ministerraad erover heeft beraadslaagd.

2. De functies van regent eindigen na de gewone algemene vergadering. De regenten zijn herkiesbaar.

De aftredingen hebben om het jaar plaats per reeks, de ene van vier leden, de twee andere van drie leden. De volgorde van aftreding wordt aanvankelijk bepaald bij uitloting.

De regent die gekozen wordt ter vervanging van een afgestorven of van een ontslagnemend lid, voleindt de termijn van dat lid.

Art. 36. 1. De censoren worden, voor een termijn van drie jaar, verkozen door de Algemene Vergadering der aandeelhouders. Zij worden gekozen onder de op het stuk van controle speciaal bevoegde vooraanstaande personen. Hun mandaat is hernieuwbaar.

2. De censoren leggen hun ambt neer na de gewone algemene vergadering. Ze zijn herkiesbaar.

De aftredingen hebben om het jaar plaats, per reeks, de ene van vier leden, de twee andere van drie leden. De volgorde van aftreding wordt aanvankelijk bepaald bij uitloting.

De censor die gekozen wordt ter vervanging van een afgestorven of van een ontslagnemend lid, voleindigt de termijn van dat lid.

Afdeling III. — Onverenigbaarheden

Art. 37. De leden van de Wetgevende Kamers, van het Europees Parlement, van de Gemeenschaps- en Gewestraden, de personen met de hoedanigheid van minister of staatssecretaris of van lid van een Gemeenschaps- of Gewestregering en de kabinetsleden van een lid van de federale Regering of van een Gemeenschaps- of Gewestregering mogen de functie van gouverneur, vice-gouverneur, lid van het Directiecomité, regent of censor niet waarnemen. Deze laatste functies nemen van rechtswege een einde bij de eedaflegging van de titularis voor de uitoefening van de in limine genoemde functies of wanneer hij dergelijke functies uitoefent.

Art. 38. 1. De gouverneur, de vice-gouverneur en de andere leden van het Directiecomité mogen geen enkele functie uitoefenen in een handelsvennootschap of in een vennootschap met handelsvorm evenmin als in een openbare instelling met een bedrijf van industriële, commerciële of financiële aard. Ze mogen evenwel, met de goedkeuring van de Minister van Financiën, functies uitoefenen :

1° in internationale financiële instellingen die zijn opgericht overeenkomstig akkoorden die België heeft onderschreven;

2° in het Rentenfonds, in het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten, in het Herdiscontering- en Waarborginstituut en in de Nationale Delcredere dienst;

3° in de juridische entiteiten waarvan sprake in artikel 25.

Voor de gouverneur, de vice-gouverneur en de andere leden van het Directiecomité blijven de verbodsbepalingen van het eerste lid na hun ambtsneerlegging nog één jaar gelden; deze termijn wordt op twee jaar gebracht, indien het over een functie gaat in een kredietinstelling.

2. De regenten mogen in een kredietinstelling geen functie uitoefenen van zaakvoerder, bestuurder of directeur.

Section IV. — Responsabilité des membres des organes.

Art. 39. Le gouverneur, les directeurs, les régents et les censeurs ne contractent aucune obligation personnelle à raison des engagements de la Banque; ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Section V. — Fin des mandats

Art. 40. Les mandats des membres du Comité de direction, du Conseil de régence et du Collège des censeurs prendront fin lorsqu'ils auront atteint l'âge de 67 ans accomplis.

Toutefois, moyennant l'autorisation du Ministre des Finances, les titulaires pourront achever leur mandat en cours. Les mandats des membres du Comité de direction peuvent par après encore être prorogés pour une durée d'un an renouvelable. Lorsqu'il s'agit du mandat du gouverneur, l'autorisation d'achever le mandat en cours ou la prorogation sont accordées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

En aucun cas, les titulaires des mandats cités dans le présent article, ne pourront demeurer en fonction au-delà de l'âge de 70 ans.

CHAPITRE IV. — Contrôle du Ministre des Finances

Art. 41. 1. Sauf pour ce qui concerne les missions et opérations relevant du SEBC, le Ministre des Finances, par l'intermédiaire de son représentant, a le droit de contrôler les opérations de la Banque et de s'opposer à l'exécution de toute mesure qui serait contraire à la loi, aux statuts ou aux intérêts de l'Etat.

2. Le représentant du Ministre des Finances assiste de plein droit aux réunions du Conseil de régence et à celles du Collège des censeurs. Il y a voix consultative. Sauf pour ce qui concerne les missions et opérations relevant du SEBC, il surveille les opérations de la Banque et il suspend et dénonce au Ministre des Finances toute décision qui serait contraire à la loi, aux statuts et aux intérêts de l'Etat.

Si le Ministre des Finances n'a pas statué dans la huitaine de la suspension, la décision pourra être exécutée.

3. Le traitement du représentant du Ministre des Finances est fixé par le Ministre des Finances, de concert avec la direction de la Banque et il est supporté par celle-ci.

Le représentant du ministre fait chaque année rapport au Ministre des Finances au sujet de sa mission.

Art. 42. Sauf en ce qui concerne les opérations relevant du SEBC, le représentant du Ministre des Finances a le droit de prendre, en tout temps, connaissance de l'état des affaires et de vérifier les écritures et les caisses.

L'Administration est tenue de lui fournir, chaque fois qu'il en fait la demande, la situation de la Banque, certifiée exacte.

Il assiste, quand il le juge convenable, aux assemblées générales.

CHAPITRE V. — Fonctions statutaires

Art. 43. Le secrétaire et le trésorier sont nommés par le Conseil de régence, qui peut les révoquer.

Le règlement d'ordre intérieur définit les devoirs inhérents à leurs fonctions.

Leurs fonctions peuvent être remplies par l'un des directeurs.

*CHAPITRE VI. — Dispositions financières**Section Ire. — Comptes annuels, fonds de réserve et répartition.*

Art. 44. Les comptes annuels sont établis au 31 décembre de chaque année. Ils sont préparés par le Comité de direction et soumis au Conseil de régence qui a vingt jours pour les examiner et les approuver.

L'approbation des comptes par le Conseil de régence, vaut décharge pour l'administration.

Art. 45. Les frais d'administration, les charges et prévisions de toute nature, ainsi que les amortissements sont déduits du bénéfice brut avant le bilan ou dans le bilan.

Art. 46. Le fonds de réserve est destiné :

1° à réparer les pertes sur le capital social;

2° à suppléer aux bénéfices annuels jusqu'à concurrence d'un dividende de six pour cent du capital.

A l'expiration du droit d'émission de la Banque, un cinquième du fonds de réserve est acquis par priorité à l'Etat. Les quatre cinquièmes restants sont répartis entre tous les actionnaires.

Art. 47. La retenue, pour constituer la réserve, est de 10 % des bénéfices nets excédant 6 % l'an.

Afdeling IV. — Aansprakelijkheid van de leden van de organen.

Art. 39. De gouverneur, de directeurs, de regenten en de censoren gaan uit hoofde van de verbintenissen van de Bank, geen enkele persoonlijke verplichting aan; zij zijn enkel verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat.

Afdeling V. — Einde van de mandaten

Art. 40. De mandaten van de leden van het Directiecomité, van de Regentenraad en van het College van Censoren zullen ophouden wanneer deze de volle leeftijd van 67 jaar hebben bereikt.

Mits toelating vanwege de Minister van Financiën mogen de titelvoerders echter hun lopend mandaat voleindigen. De mandaten van de leden van het Directiecomité mogen daarna nog verlengd worden voor een hernieuwbare termijn van één jaar. Indien het over het mandaat van de gouverneur gaat, worden de toelating om het lopend mandaat te voleindigen of de verlenging toegekend bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

In geen geval mogen de titularissen van de in dit artikel vernoemde mandaten in functie blijven boven de leeftijd van 70 jaar.

HOOFDSTUK IV. — Controle door de Minister van Financiën

Art. 41. 1. Behalve voor de taken en verrichtingen die van het ESCB afhangen, heeft de Minister van Financiën, langs zijn vertegenwoordiger om, het recht controle uit te oefenen op de verrichtingen van de Bank en kan hij opkomen tegen de uitvoering van elke maatregel die strijdig zou zijn met de wet, met de statuten of met 's Rijks belangen.

2. De vertegenwoordiger van de Minister van Financiën woont van rechtswege de vergaderingen van de Regentenraad en van het College van Censoren bij. Hij heeft daarin een raadgevende stem. Behalve voor de taken en verrichtingen die van het ESCB afhangen, houdt hij toezicht op de verrichtingen van de Bank, schorst en brengt hij ter kennis van de Minister van Financiën elke beslissing die met de wet, met de statuten en met 's Rijks belangen strijdig zou zijn.

Indien de Minister van Financiën binnen acht dagen niet over de schorsing heeft beslist, mag de beslissing uitgevoerd worden.

3. De wedde van de vertegenwoordiger van de Minister van Financiën wordt door de Minister van Financiën vastgesteld in overleg met het bestuur van de Bank en wordt door deze laatste gedragen.

De vertegenwoordiger van de Minister brengt over zijn opdracht ieder jaar verslag uit aan de Minister van Financiën.

Art. 42. Tenzij het gaat over verrichtingen die van het ESCB afhangen, heeft de vertegenwoordiger van de Minister van Financiën het recht ten allen tijde kennis te nemen van de staat van de zaken en de geschriften en kassen na te zien.

Het bestuur zal hem, telkens als hij er om verzoekt, de voor echt verklaarde staat van de Bank ter hand stellen.

Wanneer hij zulks gepast acht, woont hij de algemene vergaderingen bij.

HOOFDSTUK V. — Statutaire ambten

Art. 43. De secretaris en de schatbewaarder worden benoemd door de Regentenraad die ze ook mag afstellen.

Het reglement van inwendige orde bepaalt de plichten die aan hun ambt verbonden zijn.

Deze ambten mogen door een der directeurs vervuld worden.

*HOOFDSTUK VI. — Financiële bepalingen**Afdeling I. — Jaarrekeningen, reservefondsen en verdeling.*

Art. 44. De jaarrekeningen worden opgesteld per 31 december van elk jaar. Zij worden voorbereid door het Directiecomité en voorgelegd aan de Regentenraad die twintig dagen tijd heeft om ze te onderzoeken en goed te keuren.

De goedkeuring van de jaarrekeningen door de Regentenraad geldt als ontlasting voor de leden van het bestuur.

Art. 45. De kosten van het beheer, de maatschappelijke lasten en provisies van alle aard, alsmede de afschrijvingen worden vóór het afsluiten der balans of in de balans van de brutowinsten afgetrokken.

Art. 46. Het reservefonds is bestemd :

1° tot het herstel van de verliezen op het maatschappelijk kapitaal;

2° tot aanvulling van de jaarlijkse winsten, tot beloop van een dividend van zes ten honderd van het kapitaal.

Bij het verstrijken van het emissierecht van de Bank, valt een vijfde van het reservefonds de Staat prioriteitshalve ten deel. De overige vier vijfden worden onder al de aandeelhouders verdeeld.

Art. 47. De afhouding voor de reserve bedraagt 10 % van de nettowinsten boven 6 % per jaar.

Art. 48. Le mode d'emploi de la réserve est facultatif.
Les produits font partie des bénéfices généraux de la Banque.

Art. 49. Les bénéfices annuels sont répartis de la manière suivante :

1° Aux actionnaires, un premier dividende de 6 %.

2° De l'excédent :

a) 10 % à la réserve;

b) 8 % au personnel ou à des institutions en sa faveur.

3° Du surplus, sont attribués :

a) A l'Etat, un cinquième;

b) Aux actionnaires, un montant permettant de leur attribuer un second dividende fixé par le Conseil de régence;

c) Le solde à la réserve.

Art. 50. Le bénéfice acquis aux actionnaires pour l'exercice clos le 31 décembre de chaque année est réparti en une fois le 1^{er} mars de l'année suivante.

Si le bénéfice à répartir aux actionnaires est inférieur à 6 p.c. l'an, il sera complété par prélèvement sur le fonds de réserve.

Ce prélèvement sera restitué à la réserve si, l'année suivante, cette restitution peut se faire sans réduire au-dessous de 6 % le bénéfice à répartir.

Art. 51. Les comptes annuels et la répartition des bénéfices sont publiés au *Moniteur belge*.

Ces documents, accompagnés des rapports de l'administration et du Conseil de régence sur les opérations de l'exercice, sont envoyés, cinq jours au moins avant l'assemblée générale ordinaire, aux actionnaires dont les titres font l'objet d'une inscription nominative ou sont déposés à la Banque.

Art. 52. La Banque publie chaque semaine au *Moniteur belge*, un état comparatif de la situation de la Banque pour la semaine en cours et la semaine précédente.

Section II. — Attributions à l'Etat

Art. 53. Sont attribués à l'Etat, les produits financiers nets qui excèdent 3 % de la différence entre le montant moyen, calculé sur une base annuelle, des actifs rentables et des passifs rémunérés de la Banque. Au sens de la présente disposition, on entend par produits financiers nets :

1° la part du revenu monétaire attribuée à la Banque en application de l'article 32.5 des statuts du SEBC;

2° la part du bénéfice net de la BCE attribuée à la Banque en vertu de l'article 33.1 des statuts du SEBC;

3° les produits des actifs rentables de la Banque et de ses opérations de gestion financière, diminués des charges financières afférentes aux passifs rémunérés et aux opérations de gestion financière, non liés aux éléments d'actif et de passif formant la base de calcul des produits visés aux 1° et 2° ci-dessus.

Si le montant des actifs productifs nets ne reflète pas la part de la Banque dans la base monétaire du Système, c'est-à-dire la somme des billets en circulation et des engagements résultant des dépôts constitués par les établissements de crédit, ce montant sera adapté à due concurrence pour l'application du présent article.

La présente disposition ne s'applique pas aux effets et aux titres acquis en représentation du capital, des réserves et des comptes d'amortissement dont le produit est à la libre disposition de la Banque.

Les modalités d'application des dispositions contenues au présent article sont fixées par des conventions à conclure entre l'Etat et la Banque. Ces conventions sont publiées au *Moniteur belge*.

Art. 54. Les plus-values réalisées par la Banque à l'occasion d'opérations d'arbitrage d'actifs en or contre d'autres éléments de réserves externes sont inscrites à un compte spécial de réserve indisponible. Elles sont immunisées de tout impôt. Toutefois, si certains éléments de réserves externes sont arbitrés contre or, la différence entre le prix d'acquisition de cet or et le prix moyen d'acquisition de l'encaisse en or existante est déduite du montant de ce compte spécial.

Le revenu net des actifs formant la contrepartie des plus-values visées à l'alinéa 1^{er}, est attribué à l'Etat.

Art. 48. De reserve mag naar believen worden aangewend.

De opbrengsten maken deel uit van de algemene winsten van de Bank.

Art. 49. De jaarlijkse winsten worden op de volgende wijze verdeeld :

1° Aan de aandeelhouders, een eerste dividend van 6 %.

2° Van het excédent :

a) 10 % aan de reserve;

b) 8 % aan het personeel of aan instellingen te zijnen voordele.

3° Van het laatste overschot worden toegekend :

a) Aan de Staat, één vijfde;

b) Aan de aandeelhouders, een bedrag waarmee hun een tweede door de Regentenraad vastgesteld dividend kan worden toegewezen;

c) Het saldo aan de reserve.

Art. 50. De winst die, voor het boekjaar, per 31 december van elk jaar afgesloten, aan de aandeelhouders toekomt, wordt in eenmaal, op 1 maart van het volgend jaar, uitgekeerd.

Indien de winst, die aan de aandeelhouders moet worden uitgekeerd, beneden 6 % per jaar blijft, dan wordt het tekort door de reserve aangevuld.

Die heffing zal aan de reserve worden teruggegeven indien deze teruggave het volgend jaar kan geschieden zonder de uit te delen winst beneden 6 % te brengen.

Art. 51. De jaarrekeningen en de verdeling van de winst worden in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd.

Vijf dagen ten minste vóór de gewone algemene vergadering, worden deze documenten, alsmede de verslagen van het bestuur en van de Regentenraad over de verrichtingen van het boekjaar, aan de aandeelhouders gezonden wier aandelen op naam ingeschreven staan of in de Bank neergelegd zijn.

Art. 52. De Bank publiceert iedere week in het *Belgisch Staatsblad* een vergelijkende staat over de stand van de Bank van de lopende en de vorige week.

Afdeling II. — Toekenning aan de Staat

Art. 53. Aan de Staat worden toegekend de netto financiële opbrengsten die 3 % overschrijden van het verschil tussen het op jaarbasis berekend gemiddelde bedrag van de rentegevende activa en de vergoede passiva van de Bank. In de zin van deze bepaling wordt onder netto financiële opbrengsten verstaan :

1° het gedeelte van het aan de Bank toebedeelde monetaire inkomen bij toepassing van artikel 32.5 van de statuten van het ESCB;

2° het gedeelte van de aan de Bank toebedeelde nettowinst van de ECB krachtens artikel 33.1 van de statuten van het ESCB;

3° de opbrengst van de rentegevende activa van de Bank en van haar financiële beheerstransacties, verminderd met de financiële lasten die voortvloeien uit de rentegevende passiva en van de verrichtingen van financieel beheer die niet in verband staan met de activa- en passiva-bestanddelen welke de berekeningsbasis vormen voor de opbrengsten bedoeld onder 1° en 2° hierboven.

Indien het bedrag van de netto productieve activa niet het aandeel weergeeft van de Bank in de monetaire basis van het Stelsel, dat wil zeggen de som van de biljetten in omloop en van de verplichtingen voortvloeiend uit de deposito's aangehouden door de kredietinstellingen, wordt dit bedrag voor de toepassing van dit artikel tot het passende bedrag aangepast.

Deze bepaling is niet toepasselijk op de fondsen en effecten verkregen ter vertegenwoordiging van het kapitaal, van de reserves en van de afschrijvingsrekeningen, waarvan het provenu vrij ter beschikking van de Bank staat.

De regels voor de toepassing van de in dit artikel opgenomen bepalingen worden vastgesteld bij tussen de Staat en de Bank te sluiten overeenkomsten. Deze overeenkomsten worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 54. De meerwaarde die door de Bank wordt gerealiseerd naar aanleiding van arbitragetransacties van activa in goud tegen andere externe reservebestanddelen wordt geboekt op een bijzondere onbeschikbare reserverekening. Zij is vrijgesteld van alle belasting. Ingeval evenwel sommige externe reservebestanddelen worden gearbitrageerd tegen goud, wordt het verschil tussen de aanschafprijs van dat goud en de gemiddelde verkrijgingsprijs van de bestaande goudvoorraad in mindering gebracht van het bedrag van die bijzondere rekening.

De netto-opbrengst van de activa die de tegenpost vormen van de in het eerste lid bedoelde meerwaarde, wordt aan de Staat toegekend.

Les éléments de réserves externes, acquis à la suite des opérations visées à l'alinéa 1^{er}, sont couverts par la garantie de l'Etat, prévue à l'article 9, alinéa 2, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique.

Les modalités d'application des dispositions prévues aux alinéas précédents sont réglées par des conventions à conclure entre l'Etat et la Banque. Ces conventions sont publiées au *Moniteur belge*.

Art. 55. Par dérogation à l'article 54, est attribuée à l'Etat la plus-value réalisée à l'occasion de cessions d'actifs en or en vue de l'émission de monnaies par l'Etat à des fins numismatiques ou commémoratives, à concurrence du solde non utilisé des 2,75 % du poids de l'or figurant dans les avoirs de la Banque au 1^{er} janvier 1987 et qui pouvait être utilisé par l'Etat notamment en vue de l'émission de monnaies en vertu de l'article 20bis, alinéa 2, de la loi du 24 août 1939 relative à la Banque Nationale de Belgique.

CHAPITRE VII. — *Secret professionnel et échange d'informations*

Art. 56. Hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice en matière pénale, les membres des organes de la Banque et les membres de son personnel sont soumis au secret professionnel et ne peuvent divulguer :

1° à quelque personne ou autorité que ce soit non qualifiée pour en prendre connaissance, les informations confidentielles qui doivent être communiquées à la Banque en vertu de dispositions légales ou réglementaires, ni les informations similaires reçues d'autorités étrangères;

2° à quelque personne ou autorité que ce soit, les informations confidentielles qui sont communiquées à la Banque par la BCE, d'autres banques centrales ou institutions monétaires, d'autres autorités publiques chargées de la surveillance des systèmes de paiement, ainsi que par des autorités belges ou étrangères compétentes pour la supervision des établissements de crédit, des entreprises d'investissement, des organismes de placement collectif en valeurs mobilières, des entreprises d'assurances et des marchés financiers.

Les membres des organes de la Banque et les membres de son personnel sont exonérés de l'obligation prévue à l'article 29 du Code d'instruction criminelle si les informations reçues par la Banque proviennent d'autorités ou d'institutions qui sont elles-mêmes non soumises à ou exonérées de cette obligation.

Pour autant que les destinataires des informations soient assujettis à un secret professionnel équivalent, l'alinéa 1^{er} ne porte pas préjudice à la communication de telles informations :

1° à la BCE, à d'autres banques centrales ou institutions monétaires lorsque cette communication leur est nécessaire pour leur mission d'autorité monétaire, en ce compris la surveillance des systèmes de paiement;

2° aux autorités compétentes pour la supervision des établissements de crédit, des entreprises d'investissement, des organismes de placement collectif en valeurs mobilières et des entreprises d'assurances lorsque ces informations leur sont nécessaires dans le cadre de leur mission de contrôle;

3° aux autorités compétentes pour la supervision de marchés financiers lorsque ces informations leur sont nécessaires pour juger de l'application de sanctions aux intervenants du marché concerné;

4° à d'autres autorités publiques chargées de la surveillance des systèmes de paiements.

Les infractions au présent article sont punies des peines prévues par l'article 458 du Code pénal.

Les dispositions du livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions au présent article.

CHAPITRE VIII. — *Assemblées générales*

Art. 57. L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires. Elle est présidée par le gouverneur.

Ses décisions, régulièrement prises, sont obligatoires, même pour les absents ou les dissidents.

Art. 58. L'assemblée générale est composée des actionnaires propriétaires d'actions nominatives ou au porteur déposées cinq jours au moins avant l'assemblée, soit au siège social, soit dans les sièges d'activité qui sont désignés par le Conseil de régence.

Le registre des actions nominatives sera clos cinq jours avant toute assemblée générale.

De externe reservebestanddelen, verworven ten gevolge van de in het eerste lid bedoelde transacties, zijn gedekt door de Staatsgarantie bedoeld in artikel 9, tweede lid, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België.

De regels voor de toepassing van de in de vorenstaande alinea's opgenomen bepalingen worden vastgesteld bij overeenkomsten die tussen de Staat en de Bank zullen worden gesloten. Deze overeenkomsten worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 55. In afwijking van artikel 54, wordt de meerwaarde gerealiseerd naar aanleiding van de overdrachten van activa in goud voor de uitgifte door de Staat van verzamelaars- of herdenkingsmunten, aan de Staat toegekend ten belope van het niet gebruikte saldo der 2,75 % van het gewicht in goud dat op 1 januari 1987 in de activa van de Bank voorkomt en dat door de Staat mocht worden gebruikt inzonderheid voor de uitgifte van zulke munten krachtens artikel 20bis, tweede lid, van de wet van 24 augustus 1939 op de Nationale Bank van België.

HOOFDSTUK VII. — *Beroepsgeheim en uitwisseling van inlichtingen*

Art. 56. Behalve wanneer zij worden opgeroepen om in strafzaken te getuigen, zijn de leden van de organen van de Bank en haar personeelsleden aan het beroepsgeheim onderworpen en mogen ze :

1° aan geen enkele persoon of autoriteit die daartoe niet is gerechtigd de vertrouwelijke gegevens bekendmaken die aan de Bank moeten worden medegedeeld ingevolge wets- of regelgevende bepalingen, of soortgelijke gegevens die zij van buitenlandse autoriteiten hebben ontvangen;

2° aan geen enkele persoon of autoriteit, de vertrouwelijke gegevens bekendmaken die aan de Bank zijn medegedeeld door de ECB, door andere centrale banken of monetaire instituten, door andere openbare instellingen belast met het toezicht op de betalingssystemen alsook door de Belgische of buitenlandse overheden die bevoegd zijn voor het toezicht op de kredietinstellingen, de investeringsmaatschappijen, de instellingen voor collectieve beleggingen in effecten, de verzekeringsmaatschappijen en de financiële markten.

De leden van de organen van de Bank en haar personeelsleden worden vrijgesteld van de verplichting waarvan sprake in artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering indien de inlichtingen die de Bank ontvangt afkomstig zijn van overheden of instellingen die zelf aan die verplichting niet zijn onderworpen of ervan zijn vrijgesteld.

Voor zover de ontvangers van de gegevens aan een gelijkwaardig beroepsgeheim zijn gebonden, doet het eerste lid geen afbreuk aan de mededeling van dergelijke gegevens :

1° aan de ECB, aan andere centrale banken of monetaire instituten indien deze mededeling voor hen noodzakelijk is voor hun opdracht van monetaire overheid, erin begrepen het toezicht op de betalingssystemen;

2° aan de overheden bevoegd voor het toezicht op de kredietinstellingen, de investeringsmaatschappijen, de instellingen voor collectieve beleggingen in effecten en de verzekeringsmaatschappijen indien deze inlichtingen voor hen noodzakelijk zijn binnen het kader van hun controleopdracht;

3° aan de overheden bevoegd voor het toezicht op de financiële markten indien deze inlichtingen voor hen noodzakelijk zijn om te oordelen over op te leggen sancties ten overstaan van de op de betrokken markt opererende agenten;

4° aan andere openbare overheden belast met het toezicht op de betalingssystemen.

De inbreuken op dit artikel worden bestraft met de straffen waarin artikel 458 van het Strafwetboek voorziet.

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van Hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de inbreuken bedoeld in dit artikel.

HOOFDSTUK VIII. — *Algemene vergaderingen*

Art. 57. — De algemene vergadering vertegenwoordigt de algemeenheid van de aandeelhouders.

Haar regelmatig genomen beslissingen zijn bindend, zelfs voor hen die afwezig zijn of anders oordeelden.

Art. 58. De algemene vergadering is samengesteld uit de aandeelhouders eigenaars van aandelen op naam of aan toonder, neergelegd ten minste vijf dagen vóór de datum van de vergadering, hetzij in de maatschappelijke zetel, hetzij in de vestigingen die door de Regenteraad zullen worden aangewezen.

Het register van de aandelen op naam zal vijf dagen vóór iedere algemene vergadering afgesloten worden.

Hormis les personnes morales et sans préjudice des règles de représentation légale, un actionnaire ne peut se faire représenter que par un mandataire ayant lui-même le droit de voter.

Les procurations et toutes autres pièces établissant le droit d'assister à l'assemblée générale doivent être remises à la Banque trois jours au moins avant la réunion. Elles sont contresignées par le mandataire.

Art. 59. Avant que la séance soit ouverte, les actionnaires signent la liste de présence.

Art. 60. Chaque action donne droit à une voix.

Art. 61. L'assemblée générale ordinaire se réunit à Bruxelles le dernier lundi du mois de février à 11 heures.

Elle entend le rapport de l'administration sur les opérations de l'année écoulée.

Elle procède aux élections des régents et des censeurs dont le mandat vient à expiration et pourvoit aux places devenues vacantes par décès, démission ou autrement.

Art. 62. L'assemblée générale peut être convoquée extraordinaire chaque fois que le Conseil de régence le juge convenable.

Elle doit l'être :

1° lorsque la convocation est requise soit par le Collège des censeurs, soit par des actionnaires représentant le dixième du capital social;

2° si le nombre des régents ou celui des censeurs tombe au-dessous de la majorité absolue.

Art. 63. Les convocations pour une assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées :

a) huit jours au moins avant l'assemblée, dans le *Moniteur belge*;

b) deux fois, à huit jours d'intervalle au moins et la seconde, huit jours au moins avant l'assemblée, dans deux organes de presse de diffusion nationale et dans deux organes de presse de Bruxelles.

Des lettres missives seront adressées, huit jours avant l'assemblée, aux actionnaires en nom et ayant droit de voter, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Dans tous les cas, ces avis indiquent le terme utile pour le dépôt des actions au porteur.

Art. 64. Sont scrutateurs, les deux plus forts actionnaires présents, ne faisant pas partie de l'administration et qui acceptent ce mandat.

Ils signent le procès-verbal avec le président et les membres du Conseil de régence.

Les expéditions et extraits à délivrer aux tiers sont signés par le secrétaire.

Art. 65. L'assemblée générale délibère:

1° sur les affaires mentionnées dans les convocations et sur celles qui lui sont soumises, soit par le Conseil de régence, soit par le Collège des censeurs;

2° sur les propositions, signées par cinq membres, qui auront été communiquées, au moins dix jours avant la réunion, au Conseil de régence, pour être portées à l'ordre du jour.

Si l'assemblée reconnaît l'urgence d'autres propositions faites par le Conseil de régence, elles seront mises en délibération.

Art. 66. Toute résolution est prise à la majorité absolue des voix.

En cas de partage, la proposition est rejetée.

Art. 67. Les élections ou les révocations ont lieu au scrutin secret.

Le vote se fait par appel nominal sur toutes autres propositions ou objets.

Art. 68. Si, au premier tour de scrutin, les membres à élire n'ont pas tous obtenu la majorité absolue, il est fait une liste des personnes qui ont obtenu le plus de voix.

Cette liste contient deux fois autant de noms qu'il y a encore de membres à élire.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'à ces candidats.

Dans tous les cas où il y a parité de voix, le plus âgé est préféré.

Behoudens rechtspersonen en onverminderd de regels van de wettelijke vertegenwoordiging, mag een aandeelhouder zich niet laten vertegenwoordigen, tenzij door een lasthebber die zelf stemgerechtigd is.

De volmachten en alle andere stukken die op bijwoning van de algemene vergadering recht geven, moeten, ten minste drie dagen vóór de vergadering, aan de Bank afgegeven worden. Zij moeten door de lasthebber medeondertekend zijn.

Art. 59. Vóór het openen van de zitting tekenen de aandeelhouders de aanwezigheidslijst.

Art. 60. Ieder aandeel geeft recht op één stem.

Art. 61. De gewone algemene vergadering heeft plaats te Brussel op de laatste maandag van de maand februari te 11 uur.

Zij krijgt kennis van het verslag van het beheer over de verrichtingen van het afgelopen boekjaar.

Zij verkiest de regenten en de censoren van wie het mandaat eindigt en begeeft de plaatsen opengevallen door overlijden, ontslag of anderszins.

Art. 62. De algemene vergadering kan buitengewoon opgeroepen worden telkenmale de Regentenraad het dienstig oordeelt.

Zij moet bijeengeroepen worden :

1° wanneer de bijeenroeping aangevraagd wordt hetzij door het College van censoren, hetzij door aandeelhouders die het tiende van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen;

2° wanneer het aantal regenten of censoren beneden de volstreekte meerderheid is gedaald.

Art. 63. De oproepingen tot een algemene vergadering vermelden de agenda en zij worden gedaan door middel van een aankondiging die wordt geplaatst :

a) ten minste acht dagen vóór de vergadering in het *Belgisch Staatsblad*;

b) tweemaal met een tussentijd van ten minste acht dagen en de tweede maal ten minste acht dagen vóór de vergadering, in twee landelijk verspreide bladen en in twee bladen van Brussel.

Brieven zullen acht dagen vóór de vergadering gezonden worden aan de stemgerechtigde houders van aandelen op naam, maar zonder dat het vervullen van deze formaliteit dient verantwoord te worden.

In alle gevallen wordt in deze berichten de gepaste termijn aangegeven voor het neerleggen van de aandelen aan toonder.

Art. 64. Tot stemopnemers worden benoemd de twee grootste aanwezige aandeelhouders, die geen deel uitmaken van het beheer en dit mandaat aanvaarden.

Met de voorzitter en de leden van de Regentenraad ondertekenen zij het proces-verbaal.

De aan derden af te leveren afschriften en uittreksels worden door de secretaris ondertekend.

Art. 65. De algemene vergadering beraadslaagt :

1° over de zaken vermeld in de bijeenroepingsbrief en over diegene haar onderworpen, hetzij door de Regentenraad, hetzij door het College van Censoren;

2° over de door vijf leden ondertekende voorstellen, die, ten minste tien dagen vóór de vergadering, aan de Regentenraad werden medegedeeld om ze op de dagorde te brengen.

Erkent de vergadering dat er spoed bij is andere door de Regentenraad gedane voorstellen af te handelen, dan worden ze aan de beraadslaging onderworpen.

Art. 66. Elk besluit wordt bij volstreekte meerderheid van stemmen genomen.

Bij staking van stemmen is het voorstel verworpen.

Art. 67. Benoemingen of afstellingen geschieden bij geheime stemming.

Over alle andere voorstellen of onderwerpen wordt bij naamafroeping gestemd.

Art. 68. Indien, bij de eerste stemming, de te verkiezen leden niet allen de volstreekte meerderheid bekomen, wordt een lijst opgemaakt van de personen die het grootste aantal stemmen verkregen.

Die lijst behelst tweemaal zoveel namen als er nog leden te verkiezen zijn.

Alleen op deze kandidaten mag worden gestemd.

Bij alle staking van stemmen heeft de oudste de voorkeur.

Art. 69. La révocation des régents ou des censeurs ne peut être faite qu'à la majorité des trois quarts des voix des actionnaires présents, possédant au moins les trois cinquièmes des actions.

CHAPITRE IX. — *Modification des statuts*

Art. 70. Le Conseil de régence modifie les statuts pour les mettre en concordance avec la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique et les obligations internationales liant la Belgique.

Les autres modifications statutaires sont adoptées, sur la proposition du Conseil de régence, par les trois quarts des voix attachées à l'ensemble des actions présentes ou représentées à l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires visée à l'alinéa 2 doit être spécialement convoquée et ne peut valablement délibérer sur des modifications aux statuts, que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation et si ceux qui assistent à la réunion représentent les trois cinquièmes au moins du capital social.

Si une première assemblée ne représente pas la portion du capital prescrite ci-dessus, une nouvelle assemblée sera convoquée, qui délibérera valablement quelle que soit la portion du capital présente ou représentée.

Les modifications des statuts sont soumises à l'approbation du Roi.

CHAPITRE X. — *Signature des actes*

Art. 71. Le gouverneur signe les conventions, les transactions et les actes de toute nature sans avoir à justifier d'un pouvoir quelconque vis-à-vis des tiers. Il peut donner délégation.

Tous les actes engageant la Banque et notamment ceux auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours, tels que les actes de vente, d'achat ou d'échange d'immeubles, les mainlevées d'hypothèque avec ou sans constatation de paiement, toutes renonciations à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, les pouvoirs et procurations relatifs à ces actes pourront également être signés par un directeur et le secrétaire, lesquels n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs à l'égard des tiers.

Les actes de gestion journalière sont signés :

- a) soit par le gouverneur, le vice-gouverneur ou un directeur;
- b) soit par le secrétaire ou le trésorier;
- c) soit par un ou deux fonctionnaires délégués à cette fin par le Comité de direction.

CHAPITRE XI. — *Dispositions générales et transitoires*

Section Ire. — Emploi des langues

Art. 72. La Banque et ses sièges d'activités se conforment aux dispositions légales sur l'emploi des langues en matière administrative.

Section II.

Dispositions transitoires : émission de billets en francs belges jusqu'au retrait du cours légal de ceux-ci.

Art. 73. La Banque émet des billets en francs belges destinés à circuler comme moyen de paiement.

Ces billets portent la griffe du gouverneur et celle du trésorier.

Art. 74. Le dessin et le texte des coupures à émettre sont soumis par la Banque à l'approbation du Ministre des Finances.

Le défaut d'approbation ne peut être invoqué par les tiers ou leur être opposé.

Le texte est rédigé en français et en néerlandais. Il comporte aussi des mentions en allemand.

Art. 75. Chaque fois qu'un type de billet de banque en francs belges sera remplacé ou supprimé, la Banque versera au Trésor, à l'expiration du délai fixé, dans chaque cas, par une convention spéciale, la valeur des billets de ce type qui n'auront pas été présentés au remplacement.

Art. 76. Sauf si le SEBC en décide autrement, les billets en francs belges dont la contre-valeur aura été versée au Trésor, seront retranchés du montant de la circulation et le remplacement de ceux de ces billets qui seront ultérieurement présentés aux guichets de la Banque, s'effectuera pour le compte du Trésor.

Art. 69. Het afstellen van de regenten of van de censureurs kan maar geschieden bij meerderheid van de drie vierden der stemmen van de aanwezige aandeelhouders, die ten minste de drie vijfden van de aandelen bezitten.

HOOFDSTUK IX. — *Wijziging van de statuten*

Art. 70. De Regentenraad wijzigt de statuten teneinde ze in overeenstemming te brengen met de bepalingen van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België en de voor België bindende internationale verplichtingen.

Andere wijzigingen in de statuten worden, op voorstel van de Regentenraad, goedgekeurd met de drievierde meerderheid van de stemmen verbonden aan het totaal van de op de algemene vergadering van de aandeelhouders aanwezige of vertegenwoordigde aandelen.

De algemene vergadering van aandeelhouders, bedoeld in lid 2, moet met dat bijzonder doel worden bijeengeroepen en kan slechts dan op geldige wijze beraadslagen over statutenwijzigingen indien het voorwerp der voorgestelde wijzigingen in de oproepingsbrief speciaal vermeld staat en wanneer zij die op de vergadering tegenwoordig zijn, ten minste de drie vijfden van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Wanneer een eerste vergadering niet het hierboven voorgeschreven deel van het kapitaal vertegenwoordigt, dan zal een nieuwe vergadering worden bijeengeroepen die geldig zal beraadslagen welke ook het aanwezig of vertegenwoordigd deel van het kapitaal zij.

Voor de statutenwijzigingen is de goedkeuring van de Koning vereist.

HOOFDSTUK X. — *Ondertekening van de akten*

Art. 71. De gouverneur ondertekent de overeenkomsten, de dadingen en de akten van alle aard, zonder enige macht tegenover derden te moeten rechtvaardigen. Hij mag delegatie verlenen.

Al de akten die bindend zijn voor de Bank, en namelijk deze waaraan een openbaar of een ministerieel ambtenaar zijn medewerking verleent, zoals aan- en verkoopakten, akten van ruiling van onroerende goederen, handlichtingen van hypotheeken met of zonder vaststelling van betaling, alle verzaking aan alle zakelijke rechten, voorrechten en vorderingen tot ontbinding, de machten en procuraties betreffende deze akten, zullen ook mogen ondertekend worden door een directeur en de secretaris, dewelke hun macht tegenover derden niet te rechtvaardigen hebben.

De akten van dagelijks bestuur worden ondertekend :

- a) hetzij door de gouverneur, de vice-gouverneur of een directeur;
- b) hetzij door de secretaris of de schatbewaarder;
- c) hetzij door één of twee hiervoor door het Directiecomité afgevaardigde ambtenaren.

HOOFDSTUK XI. — *Algemene en overgangsbepalingen*

Afdeling I. — Taalgebruik

Art. 72. De Bank en haar vestigingen leven de wettelijke bepalingen over het taalgebruik in bestuurszaken na.

Afdeling II. — Overgangsbepalingen : uitgifte van biljetten in Belgische franken tot op het ogenblik van het intrekken van hun wettelijke betaalkracht.

Art. 73. De Bank geeft biljetten in Belgische franken uit die bestemd zijn om als betaalmiddel te circuleren.

Deze biljetten dragen de naamstempel van de gouverneur en van de schatbewaarder.

Art. 74. De tekening en de tekst van de uit te geven biljetten worden door de Bank aan de Minister van Financiën ter goedkeuring voorgelegd.

Ontstentenis van goedkeuring kan niet door derden worden aangevoerd of tegen hen ingeroepen.

De tekst wordt in het Frans en in het Nederlands gesteld. Hij bevat eveneens vermeldingen in het Duits.

Art. 75. Wanneer een type van bankbriefje in Belgische franken vervangen of ingetrokken wordt, zal de Bank aan de Schatkist, bij het verstrijken van het in elk geval bij bijzondere overeenkomst vastgestelde tijdsbestek, de waarde storten der biljetten van dit type welke niet ter vervanging werden aangeboden.

Art. 76. — Tenzij het ESCB er anders over beslist, zullen de biljetten in Belgische franken, waarvan de tegenwaarde in de Schatkist werd gestort, van het bedrag van de omloop afgetrokken worden en zal de vervanging van die biljetten welke later aan de loketten van de Bank worden aangeboden, voor rekening van de Schatkist geschieden.

Le montant en sera réclamé au Trésor à la fin de chaque semestre. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Het bedrag daarvan wordt op het einde van elk halfjaar van de Schatkist gevorderd. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

F. 99 — 227

[C - 99/03010]

13 JANVIER 1999. — Arrêté royal fixant les formes des loteries publiques organisées par la Loterie nationale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 juillet 1991 relative à la Loterie nationale, notamment l'article 2, alinéa 1^{er};

Considérant que depuis la création en 1934 de la Loterie coloniale appelée aujourd'hui Loterie nationale, les technologies ont connu une évolution spectaculaire ayant entraîné un bouleversement des mentalités et des comportements des joueurs et qu'à l'instar d'autres secteurs économiques, les loteries d'Etat européennes sont amenées à s'adapter à cette évolution de façon à répondre aux nouvelles attentes du public;

Considérant à cet égard qu'en Belgique les loteries à billets purement classiques (simple tirage au sort des numéros gagnants) des années 1934 à 1980 ont progressivement été remplacées par des formes de loteries plus modernes, c'est-à-dire par des loteries à billets purement instantanées (loteries à grattage), et que l'évolution technologique précitée a également permis l'organisation simultanée et sous une forme dématérialisée de plusieurs formes de loteries à numéros;

Considérant que, de toute évidence, les prochaines années connaîtront encore, notamment en matière de télécommunication, une évolution très rapide que la Loterie nationale devra impérativement épouser si elle veut non seulement continuer à répondre aux aspirations du public mais aussi et surtout exécuter le plus efficacement possible sa mission légale;

Considérant que dans cette perspective la Loterie nationale doit pouvoir organiser dans un proche avenir des loteries publiques faisant appel tant à des supports matérialisés que dématérialisés, dont notamment des appareils, appelés "Distributeurs électroniques de jeux de loteries";

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les loteries publiques que la Loterie nationale est chargée d'organiser peuvent être exploitées au moyen :

1° soit de formulaires, de billets ou d'autres supports se rapportant à une participation matérialisée;

2° soit d'un réseau de terminaux qui sont directement reliés à un système informatique de la Loterie nationale et qui communiquent à celui-ci pour enregistrement sous une forme dématérialisée les éléments de participation figurant sur des formulaires appropriés;

3° soit d'appareils, appelés "Distributeurs électroniques de jeux de loteries" qui, gérés par la Loterie nationale, permettent une participation dématérialisée.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.J. VISEUR

N. 99 — 227

[C - 99/03010]

13 JANUARI 1999. — Koninklijk besluit tot bepaling van de vormen van openbare loterijen georganiseerd door de Nationale Loterij

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 juli 1991 betreffende de Nationale Loterij, inzonderheid op artikel 2, eerste lid;

Overwegende dat, sedert de oprichting in 1934 van de Koloniale Loterij, thans Nationale Loterij genaamd, de technologie een opzienbarende ontwikkeling heeft bereikt die een ommekeer in de mentaliteit en in de gedragingen van de spelers heeft teweeggebracht en dat net als andere economische sectoren ook de Europese staatsloterijen zich aan die ontwikkeling moeten aanpassen om te voldoen aan de nieuwe verwachtingen van het publiek;

Overwegende dat aldus in België de van 1934 tot 1980 georganiseerde zuiver klassieke biljettenloterijen (gewone trekking van de winnende nummers) progressief zijn vervangen door modernere vormen van loterijen, namelijk door zuivere instantloterijen (krasloterijen), en dat de voornoemde technische ontwikkeling ook de gelijktijdige organisatie heeft mogelijk gemaakt van verschillende vormen van loterijen met nummers in een gedematerialiseerde vorm;

Overwegende dat men de volgende jaren, in het bijzonder op het vlak van de telecommunicatie, te maken zal krijgen met zeer snelle ontwikkelingen, die de Nationale Loterij absoluut zal moeten volgen als ze niet alleen aan de wensen van het publiek wil blijven tegemoet komen, maar ook en vooral op de meest efficiënte wijze haar wettelijke opdracht wil uitvoeren;

Overwegende dat de Nationale Loterij de mogelijkheid moet hebben om in een nabije toekomst openbare loterijen te organiseren waarbij zowel een beroep wordt gedaan op gematerialiseerde als op gedematerialiseerde dragers, waaronder onder meer toestellen die "Elektronische loterijautomaten" worden genoemd;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De openbare loterijen die de Nationale Loterij gelast is te organiseren, kunnen worden aangelegd door middel van :

1° ofwel formulieren, biljetten en andere hulpmiddelen die verband houden met een gematerialiseerde deelneming;

2° ofwel een netwerk van terminals die rechtstreeks verbonden zijn met een informatieverwerkingssysteem van de Nationale Loterij waaraan ze de deelnemingsgegevens die voorkomen op daartoe bestemde formulieren in een gedematerialiseerde vorm ter registratie doorgeven;

3° ofwel toestellen, "Elektronische loterijautomaten" genaamd, die beheerd worden door de Nationale Loterij en die een gedematerialiseerde deelneming mogelijk maken.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.J. VISEUR